



**Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie
n° 2019-017 du 1^{er} octobre 2019 relative au prochain tarif
d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF**

Réponses des GRD du SPEGNN

Les GRD des ELD du SPEGNN se sont concertés pour analyser la consultation publique n° 2019-017 et apporter une réponse commune aux questions posées par la CRE.

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour la période ATRD6 ?

Comme nous l'avons déjà indiqué préalablement, les GRD du SPEGNN ne sont pas favorables à la différenciation des taux de rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs.

En effet, outre l'enjeu qui nous semble faible au regard de sa complexité de mise en œuvre pour les opérateurs, nous ne disposons pas, aujourd'hui, de suffisamment d'éléments pour en apprécier la pertinence ou le bien-fondé. Le risque sous-jacent lié à la mise en place d'un tel système, et d'ailleurs très justement souligné par la CRE dans cette consultation publique, est qu'un opérateur, en période de baisse des taux, pourrait être tenté de reporter des investissements, alors qu'en période de hausse des taux, il y aurait un risque potentiel de surinvestissement (page 10).

En effet, la politique d'investissement d'un opérateur ne doit pas être assise sur une base d'opportunité financière mais bien sur des programmes d'investissements liés à des missions de service public et de sécurité industrielle, pour lesquelles un opérateur gazier ne doit pas pouvoir faire d'arbitrages.

Au contraire, les GRD du SPEGNN sont davantage en faveur du maintien du taux de rémunération en vigueur au moment de la mise en service de l'investissement, et ce sur toute la durée de vie de l'actif, alors qu'à ce jour, la CRE met en œuvre le principe de rétroactivité, qui consiste à appliquer sur l'ensemble de la base d'actifs, le dernier taux de rémunération en vigueur.

Les décisions d'investissement pour le développement des réseaux sont prises sur la base d'une rentabilité calculée en début de projet et constante sur toute la durée d'utilisation de l'actif. Une variation du taux de rémunération des actifs peut remettre en cause la rentabilité de l'investissement ainsi réalisé.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRD6 ?

Les GRD du SPEGNN ne sont pas opposés aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRD6, et approuvent la volonté de la CRE d'harmoniser le cadre tarifaire entre les opérateurs, notamment les modalités d'apurement du CRCP entre celles des transporteurs et des distributeurs, ainsi que la mise en place des coûts échoués pour les GRD gaz.

Les GRD du SPEGNN sont ainsi favorables à la reconduction des grands principes du mécanisme du CRCP existant, permettant de prendre en compte, pour certains postes, les écarts peu prévisibles entre le prévisionnel et le réalisé.

Question 3 : Êtes-vous notamment favorable à l'introduction d'une rémunération des immobilisations en cours pour les IEC à cycle long (maturité supérieure à 1 an) ? Que pensez-vous du taux de rémunération envisagé par la CRE ?

Les GRD du SPEGNN ne sont pas opposés au principe de rémunération des immobilisations en cours (IEC) pour ce qui concerne les investissements à cycle long. Dans ces conditions, toutefois, nous estimons que les IEC devraient être rémunérés au CMPC plutôt qu'au coût de la dette.

Par ailleurs, les GRD du SPEGNN tiennent à préciser que les volumes et catégories d'investissements concernés ne seraient que très marginaux (SI, immobilier...). Ainsi, il pourrait être opportun de prendre en compte les montants directement au CRCP plutôt que de devoir construire une trajectoire pour les quelques investissements concernés.

Question 4 : Avez-vous notamment des remarques concernant le traitement des coûts échoués envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

De manière générale, les GRD du SPEGNN souhaitent la prise en compte des coûts échoués dans le tarif de distribution, comme c'est aujourd'hui le cas pour les autres opérateurs.

Toutefois, nous ne sommes pas favorables aux modalités de mise en œuvre exposées par la CRE consistant en une analyse au cas par cas des coûts échoués uniquement pour des montants d'actifs significatifs, ainsi que la mise en place d'une trajectoire tarifaire pour les autres sorties d'actifs avant la fin de leur durée de vie.

Par définition, un coût échoué n'est pas prévisible puisqu'il correspond à une sortie d'actif ne résultant pas de la volonté de l'opérateur d'abandonner un ouvrage, mais qui lui est imposée par un tiers (exemple : travaux TRAM, voirie...).

Ainsi, toute construction de trajectoire ne serait pas représentative des coûts réellement engagés par l'opérateur et de ce fait, les GRD du SPEGNN demandent la couverture des coûts échoués au CRCP.

Question 5 : Avez-vous notamment des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Les GRD du SPEGNN ne sont pas opposés à la prise en compte au CRCP, pour la période tarifaire ATRD6, des plus-values de cession dans la mesure où les coûts échoués seraient également couverts par le tarif de distribution.

Toutefois, les 2 méthodes proposées dans la consultation publique méritent d'être plus clairement explicitées par la CRE, et notamment sur la base d'exemples chiffrés. En effet, il conviendrait de définir les termes retenus et les valeurs à prendre en compte dans le calcul du montant à recouvrer dans le tarif ATRD.

Au-delà du principe évoqué, les GRD du SPEGNN s'interrogent toutefois sur la complexité d'un tel mécanisme au regard des enjeux financiers qui semblent assez faibles, dans la mesure où les cessions d'actifs sont plutôt rares, et ne concernent généralement que l'immobilier.

Question 6 : Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolutions annuelles des termes tarifaires envisagés par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Concernant les principes d'évolutions annuelles des termes tarifaires envisagés par la CRE pour le tarif ATRD6, les GRD du SPEGNN n'y sont pas opposés.

Les GRD du SPEGNN constatent un maintien par la CRE d'une durée de la période tarifaire à 4 ans et la volonté d'aligner les périodes tarifaires des grands opérateurs afin d'offrir au marché une meilleure lisibilité, reconnaissant ainsi explicitement l'intérêt de cette concomitance.

Toutefois, pour les GRD du SPEGNN, un décalage de deux ans avec GRDF est appliqué et semble être maintenu dans le prochain tarif ATRD6. Nous souhaitons attirer l'attention de la CRE quant à cette situation, qui peut poser problème aux GRD du SPEGNN, vis-à-vis des consommateurs, notamment dans les concessions situées proches de celles de GRDF.

Par ailleurs, il est important que la CRE précise les modalités de mise à jour, pour les ELD, des évolutions envisagées, en structure, de la grille tarifaire, respectivement au 1^{er} juillet 2020 concernant l'application de la dégressivité dans la tarification de la part capacitaire de l'option T4, et au 1^{er} juillet 2022 concernant les évolutions pour le calcul de la continuité tarifaire entre options et l'abaissement du seuil entre les options T1 et T2.

En effet, du fait de l'harmonisation des grilles tarifaires des ELD avec celle de GRDF, il est important que la CRE soit en mesure de chiffrer les impacts de tels changements, d'autant plus que les grilles tarifaires de Régaz et de R-GDS ne seront homothétiques avec celle de GRDF qu'au 1^{er} juillet 2021.

Toute modification de structure de la grille tarifaire de GRDF n'est pas sans conséquence sur les grilles des ELD.

Enfin, les GRD du SPEGNN s'étonnent des modalités d'évolution envisagées par la CRE pour le tarif ATRD6 de GRDF, consistant à retenir un revenu autorisé prévisionnel lissé sur les 4 années et déterminant ainsi un niveau tarifaire moyenné pour la prochaine période tarifaire.

Nous serions davantage en faveur d'un relèvement du plafond du coefficient k résultant de l'apurement du solde du CRCP, à +/- 3%, permettant ainsi de mieux lisser les évolutions tarifaires entre 2 périodes et de faire face aux incertitudes sur les évolutions à venir et non

encore levées lors de l'établissement du tarif ATRD6, tout en conservant en cours de période tarifaire un principe essentiel qui est celui de l'équilibre « coûts engagés vs couverture des coûts ».

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le tarif ATRD6 ?

Les GRD du SPEGNN sont favorables au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE, à l'exception des Systèmes d'Informations.

Comme nous l'avons déjà indiqué par ailleurs, nous considérons que l'ensemble des coûts relatifs aux Systèmes d'Information des opérateurs doit faire l'objet d'une régulation « classique » avec inclusion automatique dans la BAR des investissements réalisés.

En effet, l'opérateur ne dispose que d'une visibilité partielle sur les 4 années du tarif et ne peut maîtriser totalement ce type d'investissements, comme par exemple les évolutions réglementaires qui peuvent s'imposer à lui. A défaut, le risque sous-jacent pourrait se traduire par une limitation des développements informatiques pourtant utiles à l'ensemble des parties prenantes.

Question 8 : Êtes-vous favorable au maintien du dispositif et aux évolutions proposées concernant le mécanisme incitant GRDF à la maîtrise de ses coûts unitaires d'investissements dans les réseaux ? Avez-vous d'autres suggestions pour faire évoluer ce mécanisme ?

Le mécanisme incitant GRDF à la maîtrise de ses coûts unitaires d'investissements dans les réseaux semble complexe et lourd à mettre en œuvre. Ceci justifie très certainement la demande de GRDF de vouloir regrouper des segments.

Comme nous l'avons déjà souligné à de nombreuses reprises, nous ne souhaitons pas qu'un tel dispositif soit appliqué aux ELD. En effet, du fait de leurs tailles, l'observation des coûts unitaires d'investissement et de leurs variations n'est statistiquement pas significative et en conséquence non pertinente. Par ailleurs, elles n'auraient pas les moyens nécessaires pour produire de telles données.

Question 9 : Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements « hors réseaux » proposés par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Les GRD du SPEGNN considèrent que le mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » ne devrait pas prendre en compte les actifs liés aux Systèmes d'Information (cf. question 7 ci-dessus).

En effet, la pertinence de ce mécanisme est très discutable pour cette typologie d'investissements, du fait d'un manque de visibilité sur une période aussi longue que celle d'un tarif d'utilisation des réseaux de distribution, et de marges de manœuvre très limitées dans les choix des modalités de comptabilisation.

D'une manière plus générale, nous constatons que la CRE n'a pas encore pu démontrer l'efficacité de ce dispositif dont nous estimons la mise en œuvre disproportionnée par rapport aux montants que représentent ces postes d'investissements.

Question 10 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Les évolutions envisagées par la CRE ne nous semblent pas répondre à un objectif de simplification, dans la mesure où les indicateurs à produire par GRDF restent nombreux. En effet, la CRE rajoute plus d'indicateurs qu'elle n'en supprime.

Par ailleurs, les GRD du SPEGNN ne sont pas favorables à l'introduction d'incitations asymétriques entre bonus et malus pour certains indicateurs. Cela donne un mauvais signal à l'opérateur et correspond davantage à une régulation « punitive » qu'à une régulation incitative de la qualité de service. Il nous semble donc important de maintenir, pour chaque indicateur, une symétrie entre bonus et malus.

Enfin, l'augmentation du niveau des objectifs doit rester raisonnable lorsque l'opérateur a obtenu de bons résultats, afin d'éviter que les coûts liés à l'atteinte des objectifs réévalués ne soient disproportionnés par rapport aux bénéfices que peuvent en tirer les utilisateurs des réseaux.

Question 11 : Pensez-vous qu'il serait pertinent de supprimer certains indicateurs ? Si oui, lesquels ?

Les GRD du SPEGNN estiment qu'il serait pertinent de supprimer certains indicateurs, compte tenu du nombre important de données à produire par GRDF, au regard d'autres opérateurs. Les indicateurs ainsi concernés pourraient être ceux où les réclamations ne sont pas voire peu nombreuses, ou encore ceux qui ne font plus l'objet d'une incitation financière.

Question 12 : Y a-t-il des thématiques sur lesquelles vous souhaiteriez que GRDF soit incité ?

Comme mentionné précédemment, les GRD du SPEGNN rappellent que le nombre d'indicateurs à produire par GRDF est déjà très conséquent au regard des autres opérateurs sans qu'il soit nécessaire d'en ajouter d'autres.

Nous tenons à préciser que les indicateurs permettant de mesurer la qualité de service d'un opérateur doivent être limités en nombre, pertinents et faciles à produire.

Question 13 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Les GRD du SPEGNN sont globalement favorables au cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 de GRDF.

Nous attirons toutefois l'attention de la CRE quant aux contraintes liées à la transmission annuelle d'informations techniques et financières, et au rapport à publier tous les deux ans, notamment pour les petits opérateurs.

S'agissant de la consultation du marché sur les grands thèmes de recherche, nous pensons qu'elle devrait se faire sous l'égide de la CRE, et bien en amont de la période tarifaire, afin de pouvoir inclure les coûts de R&D à engager dans les demandes tarifaires des opérateurs.

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'évolution de la régulation incitative du nombre de consommateurs raccordés aux réseaux de gaz naturel envisagée par la CRE, visant en priorité la suppression très rapide des installations au fioul et au charbon ?

Les GRD du SPEGNN ont conscience des orientations prises par la nouvelle politique énergétique, et qu'il est ainsi nécessaire de réaménager le système actuel de régulation incitative du nombre de consommateurs raccordés aux réseaux de gaz naturel.

Il est certain que les coûts engagés doivent pouvoir démontrer que les actions menées sont efficaces et permettent ainsi de contenir les coûts échoués.

Toutefois, nous attirons l'attention de la CRE quant à sa volonté de recentrage des actions sur l'animation de la filière ainsi que la conversion rapide des installations fuel et charbon vers le gaz naturel/biométhane, qui ne pourra se faire que si les GRD disposent d'une allocation de moyens en cohérence avec l'objectif fixé.

En vue d'une suppression rapide des installations fioul et charbon, il convient donc que les GRD disposent de moyens pour :

- multiplier les actions de communication,
- multiplier les actions commerciales terrain,
- multiplier les actions de marketing direct,
- accélérer de la digitalisation des services,
- dématérialiser des outils à destination des partenaires prescripteurs.

Comme le souligne très justement la CRE, un nombre plus grand d'utilisateurs permet de diminuer les coûts moyens par consommateur. De ce fait, il est plus que nécessaire de pouvoir stabiliser le portefeuille clients des opérateurs en menant des actions de fidélisation, afin de garantir un tarif soutenable pour l'ensemble des consommateurs, gage de préservation de leurs pouvoirs d'achat.

Dans le mix énergétique français où le gaz a toute sa place et son rôle à jouer, il faudra montrer qu'un gaz vert 100% renouvelable à horizon 2050 semble accessible pour un coût raisonnable. Ainsi, il convient de rappeler que le biométhane reste le meilleur moyen et le plus rapide pour faire pénétrer les énergies renouvelables dans les foyers français, sans investissement supplémentaire pour le consommateur de gaz naturel.

Question 15 : Êtes-vous favorable à l'alignement de l'incitation de GRDF à maîtriser les coûts des pertes et différences diverses sur celui des autres opérateurs (passage d'une couverture au CRCP de 70 % à 80 %) ?

Les GRD du SPEGNN sont favorables à l'harmonisation des mécanismes d'incitation entre opérateurs s'agissant de la maîtrise des coûts des pertes et différences diverses.

Question 16 : Êtes-vous favorable au taux de pertes théorique proposé par GRDF pour le tarif ATRD6 ?

Les GRD du SPEGNN n'ont pas d'avis sur ce point.

Question 17 : Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 ?

Au vu des éléments figurant dans la consultation publique, nous tenons à faire les remarques suivantes :

- La valeur du « bêta de l'actif » intervenant dans le calcul du CMPC doit se situer à un niveau acceptable tenant compte du contexte actuel du secteur gazier à fort risque (PPE, stratégie bas carbone, plans climats...).
- La réduction de près de 50% des moyens alloués à GRDF pour les aides au développement aura pour conséquence de limiter le nombre de consommateurs raccordés au réseau de gaz et de ce fait, conduira à une hausse tarifaire, pénalisant ainsi les clients les plus fragiles.
- Concernant le biométhane, la baisse de 40 % des trajectoires demandées par GRDF (soit une réduction d'environ 4 M€ / an des charges nettes d'exploitation) ne nous semble pas justifiée. La CRE retient en effet comme référence la trajectoire de volume du projet de PPE qui est de 6 TWh à horizon 2023 ce qui représente 4,8 TWh pour GRDF. Or la demande tarifaire de GRDF est basée sur une prévision d'injection de biométhane d'environ 8 TWh du fait du potentiel de projets figurant déjà dans la file d'attente. Nous pensons que cet ajustement freinerait la dynamique actuelle et donnerait un signal très négatif à l'ensemble de la filière, avec le risque de non atteinte des objectifs à un horizon plus lointain. En outre, la CRE ne donnerait pas les moyens à GRDF de mettre en place les nouveaux dispositifs prévus dans le cadre du droit à l'injection.
- La CRE remet en cause 35% du montant demandé par GRDF au titre de la R&D et de l'innovation, alors qu'elle affirme toute l'importance qu'elle accorde à la R&D. Cette réduction ne nous paraît pas en adéquation avec les enjeux de la filière gaz, notamment pour ce qui concerne le développement des gaz verts.
- Enfin, nous nous interrogeons sur la pertinence d'un ajustement supplémentaire au titre de la performance de GRDF, basé sur le ratio des charges nettes d'exploitation par kilomètre de réseau. En effet, l'effort de productivité demandé doit être raisonnable afin qu'il soit réalisable, notamment au regard des dépenses nécessaires qui permettent d'assurer les missions d'un opérateur prudent et efficace.

Pour conclure, nous partageons les enjeux de GRDF figurant en page 27 de la consultation publique, et souhaitons que la CRE lui donne tous les moyens pour y faire face lors de la prochaine période tarifaire.

Question 18 : Êtes-vous notamment favorable à la prise en compte de la réduction de 45 à 30 ans de la durée d'amortissement des branchements ?

Dans une logique de respect des principes comptables en vigueur et notamment celui de donner une image fidèle de la situation économique et financière de nos entreprises, les GRD du SPEGNN ne sont pas opposés à la prise en compte d'une durée d'amortissement qui soit en adéquation avec les durées réelles d'utilisation des actifs.

Ainsi, la proposition de GRDF consistant à réduire de 45 à 30 ans la durée d'amortissement des branchements est prudente et vertueuse, puisqu'elle permettrait notamment de limiter les risques de coûts échoués associés à ces actifs.

Toutefois, les GRD du SPEGNN attirent l'attention de la CRE quant aux impacts qu'un tel changement d'estimation aurait dans les états financiers des ELD alignant leurs durées d'amortissement CRE avec celles de leurs comptes dissociés, mais aussi, à la difficulté pour certaines ELD, à distinguer, dans leur base d'actifs, les branchements des canalisations.

Enfin, comme le souligne la CRE, le contexte de baisse anticipée du CMPC permet de mettre en œuvre plus facilement cette évolution dans la mesure où elle n'engendre pas de hausse tarifaire importante. Nous attirons l'attention de la CRE sur le fait que le contexte ne sera pas forcément identique pour les ELD dans 2 ans.

Question 19 : Que pensez-vous des trajectoires prévisionnelles de quantités de gaz distribuées et de consommateurs raccordés proposées par GRDF ?

Les trajectoires prévisionnelles de quantités de gaz distribuées et de consommateurs raccordés tiennent compte des moyens demandés par GRDF pour le développement du nombre de consommateurs. Or si la CRE décide de diminuer quasiment de moitié les montants alloués pour les actions de développement comme indiqué en page 33 de la consultation publique, ces trajectoires devront être revues à la baisse.

Les principales évolutions et menaces qui peuvent impacter ces trajectoires sont les suivantes :

- les orientations de politique énergétique transmises par le ministre de la transition écologique et solidaire
- la nouvelle réglementation thermique moins favorable au gaz naturel,
- le projet de loi de finance 2020 globalement défavorable pour le gaz naturel (avec notamment la fin de l'exonération de TICGN pour le biométhane),
- la potentielle limitation des investissements pour le biométhane,
- la montée en puissance des réseaux de chaleur,
- la progression de mise en œuvre d'installations collectives au détriment d'installations individuelles,
- la très forte concurrence sur les renouvellements fuel/charbon,

- l'usage cuisson qui décline très fortement,
- l'accélération des transferts des clients gaz vers d'autres énergies,
- le souhait de la CRE de limiter au maximum les extensions pour aller vers de nouveaux clients actuellement au fioul ou au charbon.

Question 20 : Êtes-vous favorable aux modalités d'évolution du terme R_f envisagées par la CRE ?

Les GRD du SPEGNN sont favorables aux modalités d'évolution du terme R_f .

Question 21 : Que pensez-vous des évolutions envisagées par la CRE pour établir la grille tarifaire des prochains tarifs ATRD ?

Nous sommes favorables à l'abaissement du seuil entre les options T1 et T2 de 6 à 4 MWh par an. Il faudra toutefois surveiller ce seuil et éventuellement prévoir de l'adapter en fonction des progrès observés en matière d'efficacité énergétique.

Nous sommes également favorables au calcul de la continuité tarifaire hors CTA.

Ces évolutions nécessitent une mise en œuvre coordonnée au 01/07/2022, avec une évaluation préalable de l'impact sur les grilles tarifaires des ELD.

Comme déjà indiqué dans nos réponses à la consultation publique du 27 mars 2019 relative à la structure tarifaire, nous sommes plutôt défavorables au principe d'appliquer une dégressivité à la tarification de la capacité de l'option T4 au-delà d'un certain seuil. Nous constatons néanmoins avec satisfaction que la CRE est consciente des enjeux que cela représenterait pour les ELD en termes de couverture des coûts. Ainsi, les GRD du SPEGNN se tiennent à la disposition de la CRE pour étudier la mise en place d'un second coefficient d'homothétie applicable uniquement aux termes de l'option T4.

Enfin, nous pensons que les évolutions d'adaptation de la structure tarifaire envisagées par la CRE sont plutôt minimalistes, au regard de l'ensemble des évolutions étudiées dans le cadre des travaux menés depuis un an et demi en concertation avec les GRD du SPEGNN.

Nous regrettons notamment :

- que les clients T3 à usage « appoint / secours » ne paieront toujours pas le bon niveau de prix au vu des coûts qu'ils engendrent par l'utilisation des réseaux,
- que la scission de l'option tarifaire T2 tenant compte des types de consommateurs, ne soit pas prise en compte pour la période ATRD6 de GRDF.

Nous sommes néanmoins conscients du fait que ces problématiques sont difficiles à appréhender tant que nous ne disposons pas de données plus fines issues des compteurs communicants.

Pour conclure, il nous semble impératif que les réflexions et les échanges portant sur l'évolution de la structure tarifaire se poursuivent.

Question 22 : Êtes-vous favorable à l'abaissement des coefficients tarifaires de janvier et février de 8/12 à 4/12 en distribution ?

Nous constatons que sur la base de l'analyse des données du passé, l'abaissement de 8/12 à 4/12 des coefficients tarifaires de janvier et février n'a pas d'impact significatif sur les revenus des gestionnaires des réseaux de distribution. Cependant, il y a un risque de baisse des capacités annuelles souscrites, avec des impacts financiers induits qui ne sont pas quantifiés à ce jour. C'est pourquoi les GRD du SEPGNN restent opposés à la baisse de ces coefficients mensuels.

Question 23 : Êtes-vous favorable au maintien du calcul actuel des pénalités de dépassement de capacité journalière sur le réseau de distribution ?

Nous sommes favorables au maintien du calcul actuel des pénalités de dépassement de capacité journalière sur le réseau de distribution, d'autant que l'enjeu est très faible du fait de la prise en compte de ces montants au CRCP.

Question 24 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur le prochain tarif ATRD de GRDF ?

Nous n'avons pas d'autres remarques à propos du prochain tarif ATRD de GRDF.